

INFORUP

LE BULLETIN D'INFORMATION D'EURODOM

SEMAINE DU 17 AU 21 MAI 2021



SOMMAIRE

RUP - LA COMMISSAIRE À LA COHÉSION ET AUX RÉFORMES, ELISA FERREIRA, RÉAFFIRME LES SPÉCIFICITÉS DES RUP ET L'IMPORTANCE DE L'ARTICLE 349 DU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE (TFUE)

POSEI/RSA/CIE - POURSUITE DES DÉMARCHES EN FAVEUR DES TROIS DEMANDES DES RUP

POSEI - L'EURODÉPUTÉ ÉRIC ANDRIEU ASSURE QUE LE BUDGET DU POSEI SERA MAINTENU POUR LA PÉRIODE 2023-2027 LORS D'UNE TABLE RONDE SUR LA RÉFORME DE LA PAC ORGANISÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

OCTROI DE MER - LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UN AVIS FAVORABLE À LA PROPOSITION DE DÉCISION RELATIVE À L'OCTROI DE MER EN SÉANCE PLÉNIÈRE

RUP - LA COMMISSAIRE À LA COHÉSION ET AUX RÉFORMES, ELISA FERREIRA, RÉAFFIRME LES SPÉCIFICITÉS DES RUP ET L'IMPORTANCE DE L'ARTICLE 349 DU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE (TFUE)

Lundi 17 mai, à Coimbra au Portugal, s'est tenue une réunion informelle des 27 ministres des Affaires européennes qui portait sur la place des Régions ultrapériphériques (RUP) dans l'avenir de l'Union européenne.

Cette réunion a permis à la Commission européenne et aux trois États membres concernés de sensibiliser les ministres des autres États membres de l'Union aux spécificités, aux défis et au potentiel de ces régions qui pourraient constituer des « *laboratoires pour l'avenir* ».

La commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Elisa Ferreira, qui représentait la Commission européenne à cette réunion, a proposé de faire des RUP une des priorités de la Commission européenne dans le cadre de sa future stratégie pour les RUP prévue au second trimestre 2022. Lors de la conférence de presse qui clôturait cette réunion, la commissaire européenne a indiqué que les institutions européennes avaient « *une*

obligation inscrite dans les Traités, inscrite à l'Article 349, qui impose de porter une attention, une approche et un regard particuliers à l'égard de ces régions. »

Cette clarification de la position de la Commission au regard des possibilités ouvertes par l'article 349 TFUE est particulièrement bienvenue alors que se tiennent à Bruxelles les derniers trilogues sur la réforme de la PAC. Cette déclaration met en exergue la contradiction entre les propos de la commissaire et la position actuelle de la Commission, qui s'oppose en ce moment même à l'utilisation de l'article 349 pour l'introduction des CIE, alors qu'elle propose d'appliquer à l'avenir l'article en question.

Dans plusieurs courriers adressés tant aux ministres concernés à Paris, qu'au commissaire européen Thierry Breton et aux eurodéputés des RUP, Eurodom a soulevé cette contradiction.

POSEI/RSA/CIE - POURSUITE DES DÉMARCHES EN FAVEUR DES TROIS DEMANDES DES RUP

Alors que les négociations sur la réforme de la PAC arrivent à leur terme, Eurodom poursuit ses actions en faveur des trois demandes des Régions ultrapériphériques (RUP) concernant le POSEI, les CIE et le RSA.

Eurodom a échangé avec le cabinet du commissaire européen au marché intérieur, le Français Thierry Breton, en lui transmettant notamment la position commune de l'Association des Régions ultrapériphériques françaises (ARUP). M. Moutarlier, chef de cabinet de M. Breton, a assuré à Eurodom que le commissaire veillerait à prendre en compte les spécificités des RUP lors des négociations relatives à la réforme de la PAC. Il a également indiqué être en discussion à ce sujet avec le cabinet du commissaire européen à l'Agriculture, M. Wojciechowski.

Eurodom a tenu à lui rappeler que les trois demandes des RUP se devaient d'être négociées dans leur globalité, sans les hiérarchiser.

En outre, le lendemain de la réunion informelle des 27 ministres des Affaires européennes qui s'est

tenue le 17 mai à Coimbra au Portugal, Eurodom a adressé un courrier à Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture pour s'étonner des contradictions apparentes de la Commission européenne, qui affiche de grandes ambitions pour les RUP à travers la voix de la commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Elisa Ferreira, mais qui reste opposée à certaines des demandes des RUP.

Ce courrier à Julien Denormandie a ensuite été transmis aux cabinets de l'Élysée et de Matignon, au secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune, ainsi qu'aux exécutifs locaux des DOM.

Enfin, sur le point spécifique des CIE et du RSA, Eurodom a échangé avec la Représentation permanente de la France auprès de l'UE à Bruxelles, le bureau de l'eurodéputé Stéphane Bijoux et les bureaux des rapporteurs, notamment celui d'Éric Andrieu, rapporteur du Parlement européen pour le règlement OCM, afin de leur transmettre de nouveaux argumentaires pour défendre ces deux demandes.

POSEI - L'EURODÉPUTÉ ÉRIC ANDRIEU ASSURE QUE LE BUDGET DU POSEI SERA MAINTENU POUR LA PÉRIODE 2023-2027 LORS D'UNE TABLE RONDE SUR LA RÉFORME DE LA PAC ORGANISÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mercredi 19 mai, dans le cadre d'une journée de tables rondes relatives aux négociations de la PAC, la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale accueillait les négociateurs français pour le Parlement européen : Éric Andrieu (Rapporteur sur le règlement OCM – groupe Socialistes et Démocrates), Jérémy Decerle (Shadow rapporteur sur le règlement OCM – groupe Renew Europe) et Anne Sander (Shadow rapporteure sur le règlement OCM – groupe du Parti populaire européen).

Au cours des échanges entre députés nationaux et européens, le député Dominique Potier (groupe Socialistes et apparentés) a relayé une question du député réunionnais Philippe Naillet (groupe Socialistes et apparentés) adressée aux négociateurs du Parlement européen, visant à obtenir de leur part un compte-rendu des négociations relatives au POSEI en trilogues (réunions du Parlement européen, du Conseil et de la Commission).

En réponse, le rapporteur Éric Andrieu lui a assuré que le budget du POSEI serait maintenu à son

niveau actuel pour la période 2023-2027. Il a également ajouté que, lors du trilogue sur le règlement OCM prévu ce vendredi 21 mai, les co-législateurs devaient aborder le sujet des Cotisations interprofessionnelles étendues (CIE) et que le Conseil semblait favorable à leur mise en oeuvre, bien qu'uniquement dans un cadre géographique limité au seul territoire réunionnais.

Voici le verbatim complet de la réponse d'Éric Andrieu :

« Sur le POSEI, puisqu'on vient de m'interpeller sur la question précise, le budget du POSEI reste à l'identique et nous allons passer au trilogue de vendredi, la question spécifique sur le POSEI concernant La Réunion, donc sur les cotisations pour les interprofessions. J'espère qu'on va pouvoir gagner, il semblerait que le Conseil soit d'accord pour faire un cas spécifique sur la Réunion et j'espère que cette discussion va pouvoir aboutir. »

Les extraits vidéos de la question du député Dominique Potier et de la réponse de

l'eurodéputé, Éric Andrieu, sont disponibles en cliquant [ici](#).

OCTROI DE MER – LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UN AVIS FAVORABLE À LA PROPOSITION DE DÉCISION RELATIVE À L'OCTROI DE MER EN SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce mardi 18 mai, le Parlement européen a adopté, en séance plénière, son rapport rendant un avis favorable à la proposition de décision du Conseil relative au régime d'octroi de mer, à 685 voix en faveur, 5 voix contre et 5 abstentions.

Ce vote ouvre la voie à une adoption formelle du texte par le Conseil de l'UE à brève échéance.

Une fois la décision du Conseil adoptée, le gouvernement français devra notifier le nouveau

régime d'aides à la Direction générale de la Concurrence de la Commission européenne (DG COMP) au titre de sa compétence en matière d'aides d'État.

Accédez au rapport adopté en séance plénière du Parlement européen ce mardi en cliquant [ici](#).

Accédez à la proposition de décision relative au régime d'octroi de mer en cliquant [ici](#) et à ses annexes en cliquant [ici](#).

AGENDA DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES
SEMAINE DU 24 AU 28 MAI 2021


	COMMISSION EUROPÉENNE	PARLEMENT EUROPÉEN	CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE ET CONSEIL EUROPÉEN	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 24/05			Réunion extraordinaire du Conseil européen : Covid-19 ; Changement climatique & Relations avec le Royaume-Uni	
Mardi 25/05		<p>Commission du Développement régional (COM REGI) : Présentation du projet de rapport du député européen Stéphane Bijoux "<i>Vers un renforcement du partenariat avec les régions ultrapériphériques de l'Union</i>" ; Examen du projet de rapport de Younous Omarjee, "<i>Une nouvelle approche de la stratégie maritime pour la région atlantique</i>" ; Échange de vues avec Elisa Ferreira, commissaire à la Cohésion et aux Réformes</p> <p>Commission du Commerce international (COM INTA) : Échange de vues avec la Commission européenne sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du volet commercial de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni</p> <p>Commission de la Pêche (COM PECH) : Audition du Dr Susan Steele, directrice exécutive désignée de l'Agence européenne de contrôle des pêche (EFCA)</p>	<p>Conseil des ministres européens de l'Agriculture : Réforme de la PAC; Présentation par la Commission européenne du Plan d'action pour le développement de la production biologique dans l'UE</p> <p>Réunion extraordinaire du Conseil européen : Covid-19, Changement climatique & Relations avec le Royaume-Uni</p>	<p>Super-trilogues sur la réforme de la PAC</p> <p>"De la mer à la société" : Conférence organisée par la présidence portugaise du Conseil au sujet de l'innovation dans l'économie bleue</p>

<p>Mercredi 26/05</p>			<p>Conseil des ministres européens de l'Agriculture (suite) : Réforme de la PAC; Présentation par la Commission européenne du Plan d'action pour le développement de la production biologique dans l'UE</p>	<p>Super-trilogues sur la réforme de la PAC</p>
<p>Jeudi 27/05</p>				
<p>Vendredi 28/05</p>		<p>Commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Sécurité alimentaire (COM ENVI) : Vote sur le rapport de la COM ENVI sur la stratégie <i>Biodiversité</i></p>		

Votre InfoRup a été élaboré par l'équipe d'Eurodom.

Retrouvez toutes les éditions précédentes de l'InfoRup sur [EurodomBlog](#).

Pour toute information complémentaire, contactez-nous sur contact@eurodom.org